

ON S'ABONNE :

PARIS, rue du Croissant, 12.  
 DÉPARTEMENTS et ALGER-ORAN, chez les libraires, les directeurs de poste et de messageries, et aux Agences de la Société Générale.  
 ALLEMAGNE, dans les bureaux de poste et chez V. A. Ammel, libraire, rue Brûlée, 5, à Strasbourg.  
 ANGLETERRE, à Londres, chez MM. Delizy, Davies & Co, 1, Finch St., Cornhill, et à l'Agence de la Société Générale, Lombard Street, E. C.  
 AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, HOLLANDE, ITALIE et autres pays de l'Union postale, dans les bureaux de poste et chez les libraires.

# LA PATRIE

PRIX D'ABONNEMENT :

PARIS : un an, 54 fr.; 6 mois, 27 fr.; 3 mois, 13 fr. 50.  
 — Le numéro, ..... 15 centimes.  
 DÉPARTEMENTS : un an, 64 fr.; 6 mois, 32 fr.; 3 mois, 16 fr.  
 — Le numéro, ..... 20 centimes.

INSERTIONS :

ANNONCES, ..... 1 fr. 50 la ligne  
 Chez MM. Fauchey, Lafitte et Co  
 Place de la Bourse, 8  
 ÉTAU BUREAU DU JOURNAL, RUE DU CROISSANT, 12  
 Droit d'insertion réservé à la Rédaction.

LES MANUSCRITS DÉPOSÉS NE SONT PAS RENDUS

## APRÈS BOURSE

QUATRE HEURES

3 0/0 .....	79 50	» » » 10
3 0/0 amortiss. .	81 15	» » » 05
4 1/2 0/0 1883. .	107 75	» » » 15
Cons. anglais. .	100 9/16	1/16 » » »
Italie .....	95 90	» » » 20
Flor. autric. (or).	88 3/4	» » » »
Esp. Extér. nouv.	55 3/4	» » » 1/16
Egyptien 6 0/0. .	318 75	» » » Ex-c.
Ch. Égyptiens. .	435 »	» » » 2 50
Turc 4 0/0 (nouv.)	14 05	» » » 10
Banque ottomane	493 75	» » » 2 50

PARIS, 6 NOVEMBRE

## DERNIÈRES NOUVELLES

### INTÉRIEUR

3 heures. — Le conseil municipal de Paris vient de se réunir.  
 Suivant l'usage, le nouveau président, M. Maillard, en prenant possession de son siège, prononcera un discours.  
 Après avoir tracé le programme des travaux que nos édiles auront à terminer avant la fin de l'année, M. Maillard réclamera une fois de plus la réalisation du rêve de l'autonomie communale.

Le ministre de la guerre a reçu du général de Conrey deux télégrammes relatifs aux opérations qui se font dans le Delta; l'agence Havas nous communique le résumé suivant :  
 « De nombreuses colonnes combinent leur action pour purger tout le territoire des bandes de rebelles. Ceux-ci sont nombreux, mais mal armés; ils perdent beaucoup de monde dans les engagements. Nos pertes sont minimes : malheureusement le choléra enlève cinq ou six hommes par jour.  
 La prise de Than-Mai a fait tomber en notre pouvoir un colonel rebelle, nommé général en chef par Thuyet, ainsi que beaucoup d'autres chefs.  
 En résumé, nos colonnes exécutent une véritable œuvre de gendarmerie en grand contre les bandes soulevées par les agents de Thuyet.  
 Eh bien ! et la colonne Négrier, où est-elle, que fait-elle, que devient-elle ?

Le parquet a trouvé dans les papiers de Mariotti une déclaration dans laquelle il dit que l'on a profité de sa maladie pour violer sa fille et lui soustraire 20,000 francs.

Le gouvernement français a été officiellement avisé du mariage de la princesse Eulalie, sœur du roi d'Alphonse, avec le prince Antonio, fils aîné du duc de Montpensier.

Donal, 6 novembre.

Hier, un obus a fait explosion à l'arsenal de Donal, l'artilleur Seller a été blessé assez grièvement à la main. Les dégâts matériels sont importants. Un éclat, projeté à cinquante mètres, a traversé la toiture de l'atelier de charonnage et est tombé au milieu des ouvriers.  
 Une enquête est ouverte sur la cause de cet accident.

### EXTÉRIEUR

Londres, 6 novembre.

On mande du Caire au Standard, le 5 novembre :  
 Un télégramme qu'on vient de recevoir ici annonce que 6,000 rebelles s'avancent sur Wady-Haifa. En conséquence, le régiment de Durham se mettra en marche dimanche prochain au lieu de mercredi. Une batterie d'artillerie accompagnera le régiment.

De son côté, le Daily News publie la dépêche suivante :  
 Le Caire, 5 novembre. — Les tribus des environs de Kassala ont reçu l'ordre de se rendre à Khartoum, où doit avoir lieu une grande concentration de forces. On annonce en outre qu'un parti considérable de Soudanais s'avance vers le Nord, venant de Fathnah.

Londres, 6 novembre.

On télégraphie de Calcutta au Daily News, le 5 novembre :  
 « D'après des nouvelles de Thayetmyr, une grande rébellion éclaterait à Mandalay. De fréquentes consultations auraient lieu au palais et M. Hays y prendrait part.  
 On croit que le roi Thibet s'apprête à accepter une partie des conditions de l'Angleterre. »

### A Madagascar

Londres, 6 novembre.

On télégraphie de l'Amatave au Standard, par la voie d'Aden, 5 novembre :  
 « Les Français ont fusillé un individu, protégé britannique, qui était accusé de fournir des renseignements à l'ennemi.  
 Les Hovas augmentent leurs moyens de défense. Les Français continuent de les bombarder chaque jour.  
 La défense des Français à l'égard des étrangers est toujours aussi vive; toutes les personnes qui embarquent ou qui débarquent sont fouillées.  
 Le consul de France à Beyrouth est arrivé à l'Amatave. On pense qu'il se propose de rouvrir les négociations.  
 Les députés de la Réunion sont également arrivés. Ils veulent se rendre compte de la situation.  
 La mortalité est considérable parmi les troupes. »

## INFORMATIONS

Dans le projet qu'il a déposé hier au Conseil municipal, au sujet de la création de ressources extraordinaires, le préfet de

la Seine propose de substituer aux bons de caisse des obligations définitives qui seraient émises annuellement.

En bon français, cela veut dire qu'au lieu d'émettre dans douze années un emprunt destiné à rembourser ces bons de caisse, dès l'année prochaine, on ferait un premier emprunt d'une vingtaine de millions; on recommencerait l'année suivante, et ainsi de suite, jusqu'à ce que l'on se soit procuré les ressources dont on a besoin pour continuer les travaux.

Reste à savoir si le conseil municipal voudra accepter cette combinaison nouvelle.

Nous le désirons, dans l'intérêt même de la classe ouvrière.

Bien que les membres du cabinet ne semblent manifester qu'une sympathie modérée pour l'Exposition universelle projetée en 1889, la commission d'organisation, présidée par M. Antonin Proust, n'en est pas moins convoquée pour mercredi prochain.

Le but de cette séance est de délibérer sur l'emploi du crédit de 100,000 francs voté par la Chambre pour les études préliminaires.

La direction de ces études sera très probablement confiée à une sous-commission d'architectes et d'ingénieurs, commission dont fera partie M. Alphand, directeur des travaux de Paris.

Ajoutons que les études seront très rapidement menées. Il importe de prendre au plus vite une solution, si l'on veut que les deux vastes palais des Sciences et des Arts, qui doivent s'élever de chaque côté du Champ de Mars, soient construits en temps utile, c'est-à-dire avant le 1<sup>er</sup> mai 1889.

Pour diminuer les charges de l'occupation du Tong-King, le gouvernement fait annoncer qu'il va réorganiser dans le pays le service des douanes.

Est-ce vrai ?  
 Nous ne le croyons pas, pour notre part. Et la raison en est simple : c'est que le ministre de la marine avait récemment élaboré un projet pour l'organisation des douanes au Tong-King, projet qui devait être soumis au conseil supérieur des colonies.

Or, après réflexion, le gouvernement, jugeant que le pays n'était pas suffisamment pacifié, a cru devoir ajourner ce projet.

Conclusion : il est beaucoup trop tôt de compter sur les douanes du Tong-King, pour diminuer les frais d'occupation.

### LES COMITÉS CONSERVATEURS

Que nos amis restent partout sous les armes !

Comme nous l'avons dit déjà, la bataille des partis n'a pas pris fin le 18 octobre.

Il y aura d'autres élections; il y en aura, notamment, au commencement de l'année prochaine pour le renouvellement partiel des conseils généraux.

Il faut que nos amis se tiennent prêts pour toutes les éventualités électorales qui pourront se produire.

Il faut que l'organisation qui a été faite dans les cantons et dans les communes pour l'élection des députés soit maintenue et complétée.

Il faut que cette organisation soit permanente, parce que c'est une lutte permanente aussi qu'il s'agit de soutenir contre nos adversaires; eux ne désarment pas; nous ne devons pas non plus désarmer.

Il paraît que nos maîtres de rencontre croient que tout était fini avec le dépouillement du dernier scrutin.

Plusieurs de leurs journaux viennent de dénoncer les comités conservateurs, trouvant surprenant que ces comités ne se soient point hâtés de se défendre, et s'étonnant que nos amis continuent à parler, dans les mêmes termes que pendant la période électorale, du gaspillage financier, du scandale tonkinois et du choléra ferrugineux. — Est-ce donc que qui était vrai avant le scrutin aurait cessé de l'être après ?

Mais il n'y a plus d'affiches blanches à coller; l'heure est passée où le ministère pouvait faire intervenir ses préfets pour tromper les populations.

Comment donc faire ? Le ministère en est réduit à opérer lui-même. Ce rôle ne lui répugne pas, et déjà il s'est mis à la besogne.

Au conseil de cabinet tenu hier, sous la présidence de M. Brissot, le ministre de l'intérieur a signalé le maintien des comités conservateurs : « M. Allain-Targé » se propose, dit un officieux, de demander à ses collègues des mesures spéciales contre ces fameux comités; en attendant, il augmentera la surveillance lance dont ils sont l'objet. »

Le but du gouvernement, en parlant de la sorte, est d'intimider nos amis : il n'y réussira pas.

Ce que nous faisons et ce que nous continuerons de faire, c'est précisément ce que font et feront les républicains. C'est ce qu'ils ont fait de tout temps : nous n'avons pas oublié le comité de la rue de la Sourdière, ni celui des 363, rue de Suresnes.

On nous menace de mesures spéciales. Ces mesures, dirigées contre les conservateurs, ne pourraient manquer d'atteindre aussi les républicains; est-ce que les républicains ne font pas activement de la propagande ? Est-ce qu'ils n'ont pas également des comités locaux ?

Médite-t-on de frapper les comités de droite sans frapper ceux de gauche ? Ce serait nous appliquer un régime d'exception, et cela ferait plus de mal à nos adversaires qu'à nous.

C'est pourquoi nous disons à nos amis : Travaillez toujours, organisez-vous, et

soyez sans inquiétude; car voici ce qu'écrira, ce matin même, la République française : « L'avenir sera au plus actif, au plus laborieux, au parti qui ne s'endormira jamais. »

En prévision des élections qui, par suite des options, auront lieu prochainement dans le département de la Seine, le Comité de la rue des Pyramides a décidé qu'il ne pouvait se dissoudre. Cette résolution était tout indiquée.

Tous les conservateurs doivent, en effet, se tenir prêts pour cette lutte nouvelle. Il n'y a qu'à maintenir l'organisation qui avait été faite pour les scrutins des 4 et 18 octobre.

Cette organisation continuant à exister, il sera donc très facile, dès que la date de l'élection sera fixée, de pourvoir aux préparatifs de la bataille.

Pour le choix des candidats, notamment, le Comité de la rue d'Anjou et le Comité de la rue des Pyramides se retrouveront, comme déjà; ils auront, en effet, à agir d'un commun accord et l'entente se perpétuera certainement sans le moindre embarras.

### ARTICLES D'EXPORTATION

En lisant ce matin les journaux de la veille, notre regard est attiré par un article du Temps qui nous paraît mériter une attention spéciale :

On connaît l'éternelle histoire, dit la feuille brissolienne : les esprits aventureux, absolus, gagnent l'électeur par la simplicité de leur programme et la liberté de leurs promesses, et les délégués ont beau hésiter, les prudents ont beau résister, ils sont obligés de se fêter au pas. Enlaidies dans ce dilemme, de rompre l'unité et par suite de compromettre la forme de leur parti, ou de souscrire à des mesures qui leur paraissent iniquités, ce sont les anciens tiens, le souvenir des luttes soutenues en commun, la fidélité au drapeau, qui finissent par l'emporter sur les considérations plus sérieuses. Ajoutons que, pour être explicable et excusable, cette conduite n'est pas toujours sûre, et que, à ne pas savoir rompre au moment opportun avec des alliés trop compromettants, on risque de provoquer une réaction et, par conséquent, d'encourir une défaite plus fâcheuse que celle qu'on avait voulu éviter.

Voilà qui est bien dit et honnêtement pensé. Sacrifier le pays au souvenir des luttes soutenues en commun; renoncer à des principes sauveurs par fidélité au drapeau de la république; « souscrire à des mesures iniquités pour ne point rompre l'unité, compromettre la fortune du parti; ce sont là résolutions peu sages, en tout cas point patriotiques. M. Lockroy a le tort de les conseiller, mais M. Hébrard se gardera bien d'écouter ses avis pernicieux. »

Du coup, l'honorable sénateur renonce, cela va sans dire, à sa surprise, « Société du centenaire de 89 », laquelle n'étant, à proprement parler, qu'une fusion prolongée de tous les groupes républicains, n'aurait pas permis aux modérés de « rompre au moment opportun avec des alliés trop compromettants », ce qui, par conséquence naturelle, provoquerait une réaction fâcheuse.

Nous ne ménagerons pas au Temps la louange, et nous saurons lui rendre la justice qui lui est due.

A l'heure actuelle, le républicain qui se prononce nettement contre « la concentration », n'hésite pas à répudier le contact radical, fait montre de quelque courage.

Il faut savoir gré à M. Hébrard d'avoir donné ce bon exemple.

Mais achevons la lecture de l'article que nous venons de citer; sans doute, nous y puiserons de nouveaux et salutaires enseignements.

« Telle est, continue le rédacteur du Temps, la position dans laquelle le gros de l'ancien parti libéral se trouve placé... en Angleterre. »

Eh ! quoi, cette théorie brillante sur les devoirs des hommes de vraie liberté; cette condamnation sévère, mais juste, des modérés défaillants qui, se mettant au pas » sous la direction des « esprits aventureux »; ces pronostics sinistres sur « la défaite que l'on encourt en nésachant pas rompre avec des alliés compromettants »; tout cela s'applique à l'Angleterre !

Il nous paraît que la France en pourrait profiter, et nous avons peine à comprendre que M. Hébrard prodigue à nos voisins des trésors de sagesse, des torrents de bon sens qui devraient réserver pour ses amis, ses associés, ses coreligionnaires.

L'aimable directeur du Temps nous répondra, sans doute, qu'en république le sens commun, tout comme la justice, la liberté de conscience, la probité politique et l'honnêteté administrative sont exclusivement articles d'exportation.

A quoi nous n'aurons rien à répondre.

Au moment même où la Conférence tenait, à Constantinople, sa première séance, la nouvelle est arrivée qu'un ukase impérial rayait des cadres de l'armée russe le prince Alexandre de Bulgarie qui y figurait comme lieutenant-général à la suite, et lui retirait le titre de colonel honoraire du 13<sup>e</sup> régiment de chasseurs russe.

Cette disgrâce, dont la signification emprunte une importance toute particulière aux circonstances dans lesquelles elle se manifeste, indique très nettement, selon nous, la politique que va suivre, dans les débats qui viennent de s'ouvrir, le représentant du czar. C'est la condamnation formelle de la conduite du prince Alexandre, c'est l'affirmation du désir que le statu quo ante soit rétabli en Roumélie. Malheureusement, nous voyons

dans l'attitude que vient de prendre la Russie — un peu tardivement peut-être — l'indice de l'hostilité latente qui existe entre la cour de Saint-Petersbourg et le cabinet de Saint-James, et c'est là le côté inquiétant de la situation.

La Russie, se plaçant franchement sur le terrain du traité de Berlin, demandait le retour au statu quo et était disposée à laisser la Turquie se charger de restaurer son autorité en Roumélie, quitte à nommer une commission européenne chargée de surveiller la façon dont aurait lieu la répression. C'était la véritable solution, et il semblait qu'elle dût être adoptée sans difficultés, quand l'Angleterre, fort inopinément — étant donné surtout le succès récent de la mission de sir Henry Drummond Wolff — s'est posée en partisan assez peu chaud du retour au statu quo et en adversaire très décidé d'une intervention turque en Roumélie, soutenue, paraît-il, dans cette politique, par la France et par l'Italie.

On comprend l'irritation qu'a dû faire naître, en Russie, cette opposition que rien ne motive en apparence, mais qu'on attribue tout bas à l'influence exercée sur le marquis de Salisbury par la reine Victoria elle-même.

En dehors des rivalités qui, un jour où l'autre, amèneront un conflit entre ces deux grandes puissances en Asie, il y a, en effet, la question Battenberg.

Le mariage de la princesse Béatrix, cette fille préférée de la reine, avec un Battenberg, n'a point été vu d'un bon œil à Saint-Petersbourg, et ces sentiments s'étant manifestés un peu trop librement, Sa Majesté Victoria en a, dit-on, été profondément froissée.

Le prince Alexandre de Battenberg, blâmé par le czar et menacé de ne plus trouver à Saint-Petersbourg l'appui qui lui avait toujours été donné, s'est donc tourné vers l'Angleterre, vers la reine, essayant d'exploiter à son profit l'alliance qui a fait de son frère le gendre de l'impératrice des Indes. Le prince de Bulgarie aurait réussi ainsi à mettre l'Angleterre dans son jeu, et c'est là qu'il faudrait trouver l'explication du changement qui s'est produit dans l'attitude de ce souverain, depuis quelques jours.

L'ukase impérial dont nous nous sommes parlé plus haut ne serait donc pas seulement un blâme sévère infligé à un protégé récalcitrant; il faudrait y voir un avertissement donné par la Russie à l'Angleterre, de n'avoir point à jouer avec elle le rôle d'adversaire systématique dans une question où les intérêts slaves et ceux de l'Eglise grecque sont si profondément engagés.

La concentration va mal. D'un côté, M. Brissot a maladroitemment refroidi M. Clémenceau; de l'autre, M. Lockroy renonce à être le centre de l'union des gauches : il a très habilement passé la main à M. Barbe.

M. Barbe est un nouveau député radical de Seine-et-Oise qui habite rue d'Aumale, 9. Il a accepté de recevoir chez lui un certain nombre de ses collègues pour préparer une réunion plénière.

Toutefois, s'inspirant un peu de M. Lockroy, il ne s'est pas livré tout à fait; il s'est même borné à prêter son salon, et il est allé dîner en ville, en priant M. Julien de faire les honneurs à sa place.

Cette assemblée préparatoire n'a compté que vingt-cinq députés, bien que cent invitations eussent été lancées. On s'est occupé, en prévision de la réunion plénière des gauches, qui, pour être tous les jours au projet, pourrait bien ne pas avoir lieu, d'examiner les questions politiques urgentes. Cela s'est passé en discours; autant en emporte le vent; on ne s'est guère entendu, et la cohésion républicaine continue à être en danger.

### LA GRÈVE DES FEMMES

Un journal républicain fait, ce matin, le candidat avec ce voici :

Il est à peu près certain qu'on demandera l'invalidation des élections du Haut-Rhin et de l'Ardeche, et peut-être aussi celle des élections des Landes, des Basses-Pyrénées et de la Manche.

On sait que les réactionnaires n'ont été élus dans ces départements qu'une majorité des plus minimes.

Les Chambres ne sont pas encore réunies. Les dossiers électoraux ne sont pas encore parvenus à la question. On n'a aucune pièce, examinée aucune protestation, interrogé aucun témoin; et cependant, on annonce comme certaines les invalidations de cinq départements.

La raison que l'on nous donne de cette décision, c'est que les députés condamnés n'ont été élus qu'à de faibles majorités. On peut donc raisonnablement espérer qu'en exerçant une pression convenable, en volant quelques bulletins, en faisant voter les faillies, les repris de justice, les absents et les morts, le gouvernement ou ses agents parviendraient à déplacer la majorité, à modifier le résultat du scrutin.

Un autre journal réclame une enquête assez difficile à mener à bonne fin. Il paraît que, dans l'Ardeche, les femmes auraient exercé vis-à-vis de leurs maris un chantage de nature fort délicate. Les malheureux contraints d'opter entre les droits de l'époux et les devoirs du citoyen auraient finalement sacrifié leurs convictions républicaines.

M. Lockroy nous révèle ce grand secret d'alcove et ne nous dit point comment il l'a surpris.

Les confidences de cet ordre intime ne se font point d'ordinaire en dehors du fonctionnaire, les relations bien connues de M. Ed. Lockroy et de l'Eglise catholique ne nous permettent pas de supposer que le Pape ait consenti, sur sa demande, à relever les prêtres de l'Ardeche de leur serment de discrétion.

D'ailleurs, le fait fut-il établi, ne pour-

rait, à notre estime, vicier une élection. Quelle que soit, en effet, l'omnipotence du Parlement, son autorité s'arrête au seuil de la chambre conjugale : elle n'a pas qualité pour en pénétrer les mystères.

Chacun a le devoir de concourir au relèvement de son pays, selon ses forces ou ses moyens; les femmes de l'Ardeche n'ont pas inventé la singulière pression électorale que leur reproche M. Lockroy. Les Lacédémoniennes, si nous devons en croire Aristophane, se mirent également en grève, dans l'espoir de terminer plus promptement la guerre qui ruinait à la fois Sparte et Athènes.

Le succès couronna leur... inertie, et le grand comique nous affirme qu'elles sauvèrent la patrie.

Vraisemblablement, les paysans de l'Ardeche n'ont pas lu Lysistrata; mais l'histoire est une rabâcheuse qui se répète volontiers, et voilà pourquoi à trente siècles d'intervalle, Aristophane et M. Lockroy ont pu, tout en demeurant l'un et l'autre dans l'actualité, écrire la même comédie.

Et, sans doute, M. Lockroy n'aura même pas à changer le dénouement.

### NOS ÉDILES

En rendant compte de la séance du conseil municipal de Paris, nous avons dit qu'au lieu de s'occuper d'affaires, nos municipaux avaient cru très sage et très opportun de faire de la politique, et quelle politique ! Il importe de rappeler aux Parisiens que jamais ces grands citoyens n'ont fait autre chose.

La politique d'abord, la politique ensuite, la politique toujours.

C'est qu'en entrant à l'Hôtel de Ville, ces politiciens de café visent la Chambre des députés, et qu'ils se soucient aussi peu des intérêts de la Ville que de leur première profession de foi.

Voici, par exemple, la proposition déposée par le communard Vaillant :

« Le Conseil,

« Emet le vœu :

« Que la Chambre vote tout d'abord l'amnistie pleine et entière de tous les citoyens condamnés pour causes politiques, qu'elles aient été ou non qualifiées : crimes et délits de droit commun.

« Signé : VAILLANT, MAILLARD, CHABERT, ROBINET, CATIAUX, DELHOMME, DREYFUS, DESCHAMPS. »

Les noms qui figurent au bas de cette proposition nous en donnent la portée et la couleur. C'est un aveu de jacobinisme des plus nets. Il est à remarquer que les signataires ont bien le soin de préciser que les crimes de droit commun doivent être amnistiés au même titre que les crimes dits politiques.

Cette précaution de plaider la cause des voleurs, des incendiaires, des dynamiteurs et des assassins est tout à fait habile; elle range tout d'un coup sous la bannière rouge le ban et l'arrière-ban des malfaiteurs modernes.

Nous ne relevons que pour mémoire l'adhésion de l'ancien président du conseil, M. Michelin, aujourd'hui député, qui a pris la parole pour déclarer qu'il adhérerait de tout son cœur au vœu de M. Vaillant, à la condition qu'un article spécial exceptât M. Jules Ferry du bénéfice de cette mesure de clémence.

Motion grotesque, puisque l'amnistie ne s'accorde qu'aux condamnés et que M. Jules Ferry n'est pas même officiellement accusé.

Mais quoi ! dirons-nous le cœur rempli d'une indignation légitime, l'ouvrier parisien souffrir de la misère comme jamais peut-être il n'en a souffert; la moitié des ateliers sont déserts; nos rues sont le soir encombrées de mendiants; les hôpitaux sont trop petits; les magasins du Mont de Piété regorgent; voici l'hiver qui menace d'être rigoureux; et, au lieu de rechercher les moyens de remédier au mal, voilà vous occupez de politique; vous nous parlez d'amnistier certaines catégories de condamnés, ou d'interpeller le préfet sur telle ou telle manifestation électorale !

Ces agissements sont scandaleux, et puisque vous parlez d'interpellation et d'amnistie, attendez-vous à ce qu'un jour la population parisienne vous interpelle en ces termes : « Ediles incapables, qu'avez-vous fait de ma grande Ville; et quand vous parlez d'amnistie, qui donc osera en décréter une en votre faveur ? »

M. Clémenceau vient de subir un premier assaut.

On l'a fait déjeuner à l'Élysée, ce qui, tout en le charmant, a dû le mettre en défiance. En effet, à la suite de ce déjeuner, M. Henri Brissot, intervenant, aurait essayé d'étouffer le chef des radicaux sous le portefeuille de l'intérieur.

Nous allons, lui aurait dit le président du conseil, poursuivre la concentration en faisant entrer quelques éléments nouveaux dans le cabinet. M. Bert ira aux colonies, et si vous voulez l'intérieur, M. Allain-Targé disparaîtrait immédiatement.

Inutile de dire que M. Clémenceau, déjouant la ruse de M. Brissot, s'est esquivé sans hésitation.

Qu'on lui offre la présidence du conseil, et l'on verra. Mais il n'est pas d'humeur à s'effacer en jouant les Allain-Targé pour le compte de M. Brissot.

Cette aventure semble avoir refroidi le zèle de M. Clémenceau pour la fameuse concentration des gauches : ne serait-ce point le commencement de la désagrégation républicaine ?

### LA CONFÉRENCE MONÉTAIRE

Dans la dernière séance que la Conférence monétaire a tenue au ministère des affaires

étrangères, l'accord s'est définitivement établi entre les délégués sur toutes les questions.

La nouvelle convention destinée à remplacer entre la France, la Grèce, l'Italie et la Suisse, l'acte du 5 novembre 1873, sera signée incessamment.

## ÉCHOS

### LA TEMPÉRATURE

SITUATION GÉNÉRALE AU 6 NOVEMBRE

En France, le temps est au beau, par vent des régions Nord et température un peu basse.  
 À Paris, hier, il a plu jusqu'à six heures du soir.

SITUATION PARTICULIÈRE AUX PORTS FRANÇAIS

MANCHE. — Vent d'entre O. et N. modéré à fort; mer agitée.  
 Océan. — Vent d'entre O. et N. modéré à fort; mer agitée.  
 MÉDITERRANÉE. — Vent d'entre O. et N. fort à très fort; mer grosse.



droit d'en espérer, et que les étrangers viendront se joindre à la population parisienne pour faire tomber leur obole dans l'aumônière des chevaliers quêteurs.

Un concours sera ouvert, le samedi 16 janvier prochain, au ministère des affaires étrangères pour l'admission dans les carrières diplomatiques et consulaires.

Le nombre des places d'attachés mises au concours est fixé à huit.

On annonce le prochain mariage de M. Pichon, lieutenant de vaisseau, décoré à Fou-Tcheou et actuellement officier d'ordonnance de l'amiral ministre de la marine, avec Mlle Clara Cambrils, fille du général bien connu.

Nous avons raconté une altercation qui avait eu lieu entre deux hommes de lettres, MM. Robert Caze et Félien Champ-saur.

Nous recevons, à propos de cet incident, la lettre suivante :

Monsieur le rédacteur,  
Témoin de l'altercation qui a eu lieu, le 3 novembre, au café Américain, les sous-joints s'emparent de déclarer que, dans cette affaire, la conduite de M. Champ-saur vis-à-vis de M. Robert Caze est de celles qui excluent toute idée de réparation par les armes. Ils estiment que, conformément au *code de droit*, il a été présenté par M. Caze, l'affaire ne saurait se dénouer qu'en justice.

Agrez, monsieur le rédacteur, l'expression de nos sentiments distingués,  
CARLOS BRIO, Edouard NORÈS, Léo TREZENIK, Jean ALBERT, H. GAUTHIER-VILLARS, Emile COHL, Georges RALL.

Un amateur d'escrime distingué, M. L. Parant, vient d'avoir l'heureuse idée de faire exécuter, en émaux de Limoges, d'après les renseignements fournis par Vigeant, les portraits des anciens maîtres d'armes français les plus célèbres, Jean-Louis, Lafaugère, Charlemagne, Gomard, Grisière, Bertrand, Bonnet, etc.

Le marquis de la Torreçilla, grand d'Espagne, une des plus grandes personnalités de Madrid, est mort hier matin, quelques heures après son arrivée à Paris.

Cette mort sera vivement regrettée par toute la colonie espagnole et par toute l'aristocratie de Madrid.

On annonce également la mort du peintre Heill, qui se fit remarquer au dernier Salon par un grand portrait de Thérèse.

M. Heill était depuis longtemps atteint d'une affection de poitrine qui ne laissait aucun espoir.

Mercredi soir, à sept heures, il sortait de son atelier du boulevard de Clichy et il descendait vers la place Saint-Georges. Au coin de la rue Fontaine et de la rue Duperré, il se sentit défaillir. Il entra dans un café et demanda la permission de s'asseoir. On la lui accorda. Alors il s'affaissa : il était mort.

M. Heill n'avait que trente-trois ans.

Une croyance populaire, mais absolument erronée, assure que le docteur Guilloin, le fameux inventeur de la guillotine, fut en 93 une des premières victimes de la sinistre machine à laquelle on donna son nom.

Or, M. Méline, l'immortel inventeur du *Mérite agricole*, vient de subir le même sort. Il vient de se voir appliquer par le gouvernement l'étrange décoration qu'il a inventée, et la voilà désormais condamnée à porter à sa boutonnière le ruban-oeille qu'il a voulu faire porter aux autres.

C'est bien fait !

Cneill dans les Petites Affiches :

4548. On demande une femme-colosse pour faire les foires, 20 à 40 ans, confortable et position assurée. D. 25, poste restante, avenue de l'Opéra.

## RÉCEPTION de L'AMBASSADEUR D'ALLEMAGNE

Le président de la République a reçu hier, en audience publique, S. Exc. M. le comte de Münster, qui lui a remis les lettres d'accréditation en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de S. M. l'empereur d'Allemagne, roi de Prusse, près le gouvernement de la République française.

L'ambassadeur et le personnel de son ambassade ont été conduits au palais de l'Élysée par l'introduction des ambassadeurs et un aide des cérémonies, dans des voitures de la présidence, escortées par un escadron de la garde républicaine à cheval.

Un bataillon du même régiment à pied, commandé par le colonel, rangé dans la cour d'honneur du palais, a rendu les honneurs militaires à l'ambassadeur au moment de son arrivée.

Le président de la République avait auprès de lui M. de Freycinet, ministre des affaires étrangères, et les officiers de sa maison militaire.

M. le comte de Münster a prononcé l'allocution suivante, en remettant ses lettres de créance :

Monsieur le Président,

che, si conforme à mes sentiments personnels, en me faisant l'interprète fidèle et sincère des bonnes intentions de mon auguste souverain.

Le Président de la République lui a répondu :

Monsieur l'ambassadeur,  
Je reçois avec plaisir la lettre par laquelle Sa Majesté l'empereur d'Allemagne vous accredit en qualité d'ambassadeur auprès de la République française.

Je suis persuadé que vous inspirant de vos sentiments personnels, comme vous voulez bien le dire, et de l'intérêt commun des deux nations, vous contribuerez à l'affermissement de bonnes relations qui existent entre elles, ainsi qu'il se le fait votre éminent prédécesseur.

L'ambassadeur a présenté MM. les secrétaires et attachés de l'ambassade qui l'accompagnaient et s'est retiré après quelques instants d'entretien avec le président de la République et le ministre des affaires étrangères.

Il a été reconduit avec le même cérémonial à l'hôtel de l'ambassade.

A première lecture, discours et réponse paraissent d'une orthodoxie diplomatique irréprochable; mais, en relisant avec attention les deux documents, on est frappé du ton de réserve qui en forme le fond.

En pareilles circonstances, ce n'est pas de rapports de voisinage qu'il est question, mais de relations d'amitié sincère. Dans l'espèce, il nous semble assister à l'entrevue accidentelle de deux voisins qui se saluent, ne pouvant faire autrement, mais qui n'ont pas abdiqué leurs rancunes. Une question de miotenneté les divise, mais l'heure n'est pas au procès et on échange des coups de chapeau; mais on ne se serre pas la main.

Un journal raconte qu'à la réception de l'ambassadeur d'Allemagne, la musique du 74<sup>e</sup> régiment d'infanterie de ligne a joué l'air national allemand : *Die Wacht am Rhein*.

Cette nouvelle est doublement inexacte; d'abord la musique du 74<sup>e</sup> de ligne n'a pas joué l'air *Die Wacht am Rhein*; ensuite, c'est l'air *Die Wacht am Rhein* qui est l'air national allemand. La *Wacht am Rhein* est un chant guerrier.

Il ne manquerait plus que la chose fût vraie !

Rappelons à ce propos qu'une nouvelle analogue fut communiquée aux journaux lors de la clôture des manœuvres du 1<sup>er</sup> corps d'armée.

Le général Billot avait offert, à Arras, un banquet aux attachés militaires étrangers, dont le plus ancien de grade, le doyen, était le général d'Alvensleben. On raconta, à ce moment, que la musique du 3<sup>e</sup> régiment du génie avait joué l'air : *Die Wacht am Rhein*. Et l'on fit à ce sujet toute sorte de polémiques. C'était aussi vrai qu'aujourd'hui.

Lettres de Londres

(De notre Correspondant particulier.)  
4 novembre 1885.

Je vous ai promis dans ma dernière lettre de vous parler du radicalisme, dont l'apparition dans le prochain Parlement va profondément troubler le fonctionnement des institutions anglaises.

Les Chambres précédentes renfermaient quelques radicaux. M. Bright, un des plus célèbres et des plus anciens dans la vie politique, sir Charles Dilke et M. Chamberlain. Mais ces honorables, riches, occupant de hautes situations sociales, étaient plutôt des libéraux avancés que des radicaux dans le vrai sens du mot. Ceux qui méritaient ce nom étaient fort rares : ce fut un instant, il y a huit ou dix ans, le docteur Kenealy, défenseur du fameux Tichborne Claimant ; c'était, dans le dernier Parlement, M. Labouchère, journaliste assez friand de scandale, et le célèbre Bradlaugh qui, bien qu'il eût deux fois, n'a jamais pu siéger pour refus de serment. En somme, le radicalisme, bien que se livrant à une propagande très active, n'avait point encore, jusqu'à ce jour, réussi à constituer un parti.

L'Angleterre a vu quelques émeutes, depuis le commencement du siècle, mais ces agitations n'avaient point le caractère permanent qu'elles ont revêtu à l'année 1830 pour retrouver dans les manifestations populaires le programme des radicaux modernes.

A cette époque Georges IV régnait et donnait le spectacle d'une vie scandaleuse, les impôts pesaient lourdement sur le peuple ; la lutte avec la France avait coûté 25 millions d'habitants. La corruption électorale était éhontée, la politique de lord Castlereagh fort impopulaire, le commerce et l'industrie souffraient, des émeutes éclatèrent donc à Glasgow, à Leeds, à Nottingham et à Manchester où plus de 100.000 ouvriers ayant perdu leur pain, se livrèrent à la destruction de la ville en demandant :

« La réforme sociale, la suffrage universel, les Parlements annuels, la liberté ou la mort ! »

La conférence s'est réunie aujourd'hui. La séance a été courte et consacrée à l'échange des pouvoirs et à la constitution du bureau.

La prochaine séance aura lieu samedi.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, a été nommé secrétaire et chargé de la rédaction des procès-verbaux.

Nisch, 5 novembre.

M. Millet, ministre plénipotentiaire de France, a remis aujourd'hui au roi Milan ses lettres de créance.

Le roi a répondu dans les termes les plus cordiaux à l'allocution du ministre.

Belgrade, 6 novembre.

On dit que le roi Milan, en répondant au nouveau ministre de France, M. Millet, qui lui remettait ses lettres de créance, a déclaré qu'il ne se contenterait pas de rétablir le statu quo ante, si on ne donnait pas à la Serbie des garanties que l'ordre ne saurait pas être troublé désormais dans les Balkans par un mouvement semblable à celui qui vient d'éclater.

Strasbourg, 6 novembre.

Le prince de Hohenlohe est arrivé à deux heures de l'après-midi, accompagné de ses deux fils. Il a été reçu, à la gare, par M. le secrétaire d'Etat Hoffmann et par les autres hauts fonctionnaires civils et militaires.

Strasbourg, 6 novembre.

Une trentaine de sociétés ont pris part à la manifestation en l'honneur du Stathalter. Des hérauts d'armes à cheval précédaient le cortège, qui était accompagné de sept musiques. On y remarquait également un certain nombre de troupes algériennes.

Deux mille personnes environ ont pris part au défilé.

Lorsque le cortège est arrivé devant le

palais, les orphéons ont chanté des lieds patriotiques. Le gouverneur a ensuite reçu le comité organisateur de la fête, composé des présidents de Sociétés. Il leur a exprimé ses remerciements.

Un triple hourrah pour l'empereur lui a répondu.

Allemagne

Berlin, 6 novembre.

Sur 433 élections pour le Landtag prussien, les résultats de 432 sont connus.

Sont élus :

140 conservateurs, 80 conservateurs libéraux, 99 libéraux, 70 nationaux libéraux, 44 libéraux, 14 Polonais, 2 Danois, 3 Guelles.

A Berlin, Breslau et Königsberg, les libéraux ont obtenu la majorité.

Les nationaux libéraux l'ont emporté à Hanovre, et les libéraux à Cologne.

En France, le parti national libéral et un libéral (progressiste).

Parmi les élus se trouvent les ministres : de Bötticher, Maybach et Lucius, ainsi que les chefs de partis : de Rauchaup, Hammerstein, Windthorst, Schorlemer-Aist, de Benda, Hübner, Richter, Hanef et Virehow.

JOURNAUX ET REVUES

Le *Moniteur de Rome*, organe officiel du Pape, fait une campagne acharnée contre M. de Mun et la constitution du parti dit de l'action catholique :

Avant les élections, Léon XIII a reçu la visite de M. de Mackau, qui lui a fait approuver un programme des droites, d'où il était écarté toute revendication religieuse.

Le Pape désire qu'on s'en tienne là, et dans les entretiens particuliers, il s'élève avec énergie contre les catholiques exaltés qui veulent relever la religion à la politique.

Léon XIII désire la formation d'une majorité constitutionnelle, qui consacrerait le statu quo dans les rapports de l'Eglise et de l'Etat et empêcherait seulement la rupture du Concordat.

Il n'a pas du se mettre en avant, et la nomination de Paris a reçu des instructions pour faire combattre le plan de M. de Mun dans les journaux dévoués à la politique de Léon XIII, le *Monde*, le *Francia*, la *Défense*.

D'ailleurs, le Pape n'approuve pas davantage les royalistes comme M. de Cazenove, qui confondent le parti royaliste avec le parti catholique.

C'est le cas de rappeler — toute distance respectueuse gardée — le mot de Talleyrand : « Surtout, pas de zèle ! »

Le *Mot d'Ordre* veut absolument un ministère Clémenceau :

L'utilité du ministère Clémenceau ne pourra se reconnaître que par ses actes. C'est la loi commune à tous les gouvernements. On lui ouvrira comme aux autres un large crédit, un crédit plus large même, car les difficultés qu'il, de toutes parts, entourent le fonctionnement d'un gouvernement républicain en présence d'une faction compacte de deux cents royalistes.

Dès à présent, toutefois, on peut affirmer que le cabinet Clémenceau serait utile en ce qu'il grouperait, du moins pour une certaine période d'attente, toutes les fractions du parti républicain.

Le *Mot d'Ordre*, d'ailleurs, en est-il bien sûr ?

Le clergé de l'Ardèche est en ce moment l'objet de l'animadversion de l'administration préfectorale. Le *Patriote de l'Ardèche* en trace ainsi le tableau :

Faire du pays un champ d'expérience politique est une idée assez originale de la part de gens qui parent sans cesse de la solidité du régime dont ils profitent. Et quel aveu précieux à retenir dans cette phrase : « Le cabinet Clémenceau grouperait, au moins pour une certaine période d'attente, toutes les fractions du parti républicain. »

Le *Mot d'Ordre*, d'ailleurs, en est-il bien sûr ?

Le clergé de l'Ardèche est en ce moment l'objet de l'animadversion de l'administration préfectorale. Le *Patriote de l'Ardèche* en trace ainsi le tableau :

Parmi les tracasseries indignes dont le clergé de l'Ardèche est en ce moment l'objet, il en est une que l'on signale de divers côtés et qu'il est utile de dénoncer à l'opinion pour qu'elle soit jugée comme elle le mérite.

Un certain nombre de curés de campagne n'ont pas encore reçu leur dernier mandat trimestriel, dont l'échéance était au 1<sup>er</sup> octobre, et cela malgré des réclamations répétées à qui de droit. On sait que le traitement servi par l'Etat aux succursales s'élève à la somme énorme de 96 fr. par an, soit à peu près 75 fr. par mois. Or, l'Etat ne paie pas ces sommes, mais les curés de campagne, qui ne sont pas payés, ont dû, pour ne pas être considérés comme démissionnaires, attendre le 1<sup>er</sup> octobre pour leur mandat trimestriel.

Un certain nombre de curés de campagne n'ont pas encore reçu leur dernier mandat trimestriel, dont l'échéance était au 1<sup>er</sup> octobre, et cela malgré des réclamations répétées à qui de droit. On sait que le traitement servi par l'Etat aux succursales s'élève à la somme énorme de 96 fr. par an, soit à peu près 75 fr. par mois. Or, l'Etat ne paie pas ces sommes, mais les curés de campagne, qui ne sont pas payés, ont dû, pour ne pas être considérés comme démissionnaires, attendre le 1<sup>er</sup> octobre pour leur mandat trimestriel.

Un certain nombre de curés de campagne n'ont pas encore reçu leur dernier mandat trimestriel, dont l'échéance était au 1<sup>er</sup> octobre, et cela malgré des réclamations répétées à qui de droit. On sait que le traitement servi par l'Etat aux succursales s'élève à la somme énorme de 96 fr. par an, soit à peu près 75 fr. par mois. Or, l'Etat ne paie pas ces sommes, mais les curés de campagne, qui ne sont pas payés, ont dû, pour ne pas être considérés comme démissionnaires, attendre le 1<sup>er</sup> octobre pour leur mandat trimestriel.

Un certain nombre de curés de campagne n'ont pas encore reçu leur dernier mandat trimestriel, dont l'échéance était au 1<sup>er</sup> octobre, et cela malgré des réclamations répétées à qui de droit. On sait que le traitement servi par l'Etat aux succursales s'élève à la somme énorme de 96 fr. par an, soit à peu près 75 fr. par mois. Or, l'Etat ne paie pas ces sommes, mais les curés de campagne, qui ne sont pas payés, ont dû, pour ne pas être considérés comme démissionnaires, attendre le 1<sup>er</sup> octobre pour leur mandat trimestriel.

Un certain nombre de curés de campagne n'ont pas encore reçu leur dernier mandat trimestriel, dont l'échéance était au 1<sup>er</sup> octobre, et cela malgré des réclamations répétées à qui de droit. On sait que le traitement servi par l'Etat aux succursales s'élève à la somme énorme de 96 fr. par an, soit à peu près 75 fr. par mois. Or, l'Etat ne paie pas ces sommes, mais les curés de campagne, qui ne sont pas payés, ont dû, pour ne pas être considérés comme démissionnaires, attendre le 1<sup>er</sup> octobre pour leur mandat trimestriel.

Un certain nombre de curés de campagne n'ont pas encore reçu leur dernier mandat trimestriel, dont l'échéance était au 1<sup>er</sup> octobre, et cela malgré des réclamations répétées à qui de droit. On sait que le traitement servi par l'Etat aux succursales s'élève à la somme énorme de 96 fr. par an, soit à peu près 75 fr. par mois. Or, l'Etat ne paie pas ces sommes, mais les curés de campagne, qui ne sont pas payés, ont dû, pour ne pas être considérés comme démissionnaires, attendre le 1<sup>er</sup> octobre pour leur mandat trimestriel.

Un certain nombre de curés de campagne n'ont pas encore reçu leur dernier mandat trimestriel, dont l'échéance était au 1<sup>er</sup> octobre, et cela malgré des réclamations répétées à qui de droit. On sait que le traitement servi par l'Etat aux succursales s'élève à la somme énorme de 96 fr. par an, soit à peu près 75 fr. par mois. Or, l'Etat ne paie pas ces sommes, mais les curés de campagne, qui ne sont pas payés, ont dû, pour ne pas être considérés comme démissionnaires, attendre le 1<sup>er</sup> octobre pour leur mandat trimestriel.

Un certain nombre de curés de campagne n'ont pas encore reçu leur dernier mandat trimestriel, dont l'échéance était au 1<sup>er</sup> octobre, et cela malgré des réclamations répétées à qui de droit. On sait que le traitement servi par l'Etat aux succursales s'élève à la somme énorme de 96 fr. par an, soit à peu près 75 fr. par mois. Or, l'Etat ne paie pas ces sommes, mais les curés de campagne, qui ne sont pas payés, ont dû, pour ne pas être considérés comme démissionnaires, attendre le 1<sup>er</sup> octobre pour leur mandat trimestriel.

Un certain nombre de curés de campagne n'ont pas encore reçu leur dernier mandat trimestriel, dont l'échéance était au 1<sup>er</sup> octobre, et cela malgré des réclamations répétées à qui de droit. On sait que le traitement servi par l'Etat aux succursales s'élève à la somme énorme de 96 fr. par an, soit à peu près 75 fr. par mois. Or, l'Etat ne paie pas ces sommes, mais les curés de campagne, qui ne sont pas payés, ont dû, pour ne pas être considérés comme démissionnaires, attendre le 1<sup>er</sup> octobre pour leur mandat trimestriel.

Un certain nombre de curés de campagne n'ont pas encore reçu leur dernier mandat trimestriel, dont l'échéance était au 1<sup>er</sup> octobre, et cela malgré des réclamations répétées à qui de droit. On sait que le traitement servi par l'Etat aux succursales s'élève à la somme énorme de 96 fr. par an, soit à peu près 75 fr. par mois. Or, l'Etat ne paie pas ces sommes, mais les curés de campagne, qui ne sont pas payés, ont dû, pour ne pas être considérés comme démissionnaires, attendre le 1<sup>er</sup> octobre pour leur mandat trimestriel.

Un certain nombre de curés de campagne n'ont pas encore reçu leur dernier mandat trimestriel, dont l'échéance était au 1<sup>er</sup> octobre, et cela malgré des réclamations répétées à qui de droit. On sait que le traitement servi par l'Etat aux succursales s'élève à la somme énorme de 96 fr. par an, soit à peu près 75 fr. par mois. Or, l'Etat ne paie pas ces sommes, mais les curés de campagne, qui ne sont pas payés, ont dû, pour ne pas être considérés comme démissionnaires, attendre le 1<sup>er</sup> octobre pour leur mandat trimestriel.

Un certain nombre de curés de campagne n'ont pas encore reçu leur dernier mandat trimestriel, dont l'échéance était au 1<sup>er</sup> octobre, et cela malgré des réclamations répétées à qui de droit. On sait que le traitement servi par l'Etat aux succursales s'élève à la somme énorme de 96 fr. par an, soit à peu près 75 fr. par mois. Or, l'Etat ne paie pas ces sommes, mais les curés de campagne, qui ne sont pas payés, ont dû, pour ne pas être considérés comme démissionnaires, attendre le 1<sup>er</sup> octobre pour leur mandat trimestriel.

Un certain nombre de curés de campagne n'ont pas encore reçu leur dernier mandat trimestriel, dont l'échéance était au 1<sup>er</sup> octobre, et cela malgré des réclamations répétées à qui de droit. On sait que le traitement servi par l'Etat aux succursales s'élève à la somme énorme de 96 fr. par an, soit à peu près 75 fr. par mois. Or, l'Etat ne paie pas ces sommes, mais les curés de campagne, qui ne sont pas payés, ont dû, pour ne pas être considérés comme démissionnaires, attendre le 1<sup>er</sup> octobre pour leur mandat trimestriel.

Un certain nombre de curés de campagne n'ont pas encore reçu leur dernier mandat trimestriel, dont l'échéance était au 1<sup>er</sup> octobre, et cela malgré des réclamations répétées à qui de droit. On sait que le traitement servi par l'Etat aux succursales s'élève à la somme énorme de 96 fr. par an, soit à peu près 75 fr. par mois. Or, l'Etat ne paie pas ces sommes, mais les curés de campagne, qui ne sont pas payés, ont dû, pour ne pas être considérés comme démissionnaires, attendre le 1<sup>er</sup> octobre pour leur mandat trimestriel.

Un certain nombre de curés de campagne n'ont pas encore reçu leur dernier mandat trimestriel, dont l'échéance était au 1<sup>er</sup> octobre, et cela malgré des réclamations répétées à qui de droit. On sait que le traitement servi par l'Etat aux succursales s'élève à la somme énorme de 96 fr. par an, soit à peu près 75 fr. par mois. Or, l'Etat ne paie pas ces sommes, mais les curés de campagne, qui ne sont pas payés, ont dû, pour ne pas être considérés comme démissionnaires, attendre le 1<sup>er</sup> octobre pour leur mandat trimestriel.

Il est également inculpé de faux en écritures publiques.

M. Clément, commissaire aux délégations judiciaires, est chargé de rechercher s'il n'a pas de complices.

Tentative de vol à l'église Bonne-Nouvelle. — Le nommé Henri Riboulet, âgé de vingt-neuf ans, s'est fait arrêter hier, vers une heure de l'après-midi, au moment où il fracturait les portes tronc de l'église Notre-Dame de Bonne-Nouvelle.

Il a été reconnu pour un repris de justice par le commissaire de police.

Un cheval sans conducteur. — Le cheval attelé au fiacre n° 849 descendant, hier, à bride abattue la rue Lafayette; le siège du véhicule était vide.

Il heurta tout d'abord au passage une voiture à bras traînée par un sieur Guérin, qui, en tombant à terre, se blessa à la hanche droite et à la tête ; il fut aussitôt transporté chez lui, rue des Écoles, 11.

L'animal, affolé, renversa un peu plus loin Mme Bernu, marchande au panier, qui, légèrement contusionnée, put regagner son domicile, rue Lafayette, 215.

Puis, continuant sa course, il heurta, devant le numéro 14, une voiture appartenant à M. Hensen, brasseur, la voiture fut projetée contre la devanture de la boutique d'un boucher et la déforma gravement.

A ce moment seulement, un maçon, nommé Gorse, se jeta à la tête du cheval et put le maîtriser avant qu'il ne reprît sa course folle. On n'a pu recueillir aucun renseignement sur le cocher de ce fiacre.

Petites nouvelles. — Dimanche 8 novembre, à une heure et demi précises dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, la Société de topographie de France procéda à son assemblée générale, pour la distribution des récompenses, sous la présidence de M. Ferdinand de Lesseps.

Ordre du jour :  
Professeurs d'Histoire et professeurs de Géographie, par M. Ludovic Drapeyron ; influence de l'homme sur la topographie du globe, par M. P. Gombes ; Observations topographiques sur les Pyrénées avec projections Molteni, par M. P. Schrader.

Musique militaire.  
Les personnes qui désiraient assister à cette séance sont priées d'en informer M. L. Chauré, administrateur de la Société, 13, rue de Varenne, qui leur fera parvenir des cartes d'entrée.

Les trésoriers payeurs généraux

M. Ploard, trésorier-payeur général à Saint-Lô, à la trésorerie du Nord, en remplacement de M. Levillier décédé.

M. de Grandclos-Meslé, trésorier-payeur général à Laval, à la trésorerie de la Manche.

M. Chabert, trésorier-payeur général à Mont-de-Marsan, à la trésorerie de la Mayenne.

M. Gonnus, receveur particulier des finances de Lunéville, à la trésorerie générale des Landes.

M. Scillaux, trésorier-payeur général à Besançon, à la trésorerie du Pays-de-Dôme, en remplacement de M. Ledru, décédé.

M. Gossin, trésorier-payeur général à Perpignan, à la trésorerie du Doubs.

M. de Roquette-Buisson, trésorier-payeur général à Blois, à la trésorerie des Pyrénées-Orientales.

M. Germa, trésorier-payeur général à Guéret, à la trésorerie de Loir-et-Cher.

M. Jacob, receveur particulier des finances à Dunkerque, à la trésorerie générale de la Gironde.

CHRONIQUE JUDICIAIRE

L'insensibilisateur Duchesne

Les journaux firent un certain bruit — il y a un an — autour de la mort d'un grand négociant de la rue Notre-Dame de Nazareth, M. Lejeune, survenue dans les circonstances suivantes :

M. Lejeune s'était rendu chez M. Duchesne, dentiste, il demanda à se faire anesthésier, mais il avertit M. Duchesne qu'il était d'une excessive sensibilité. En effet, malgré tous les soins qui lui furent donnés par M. Duchesne d'abord, et par un médecin appelé par le dentiste, il fut impossible de lui faire reprendre connaissance.

M. le commissaire de police, appelé immédiatement, constata le décès. Pour ces faits, M. Duchesne était poursuivi hier en police correctionnelle, sous la prévention d'homicide par imprudence.

M. Duverly, au nom de la famille de M. Lejeune, s'était porté partie civile.

Sur la demande de M. Comby, M. le docteur Brouardel répond qu'il ne peut pas affirmer que la mort de M. Lejeune provienne de l'anesthésie. Tout ce qu'il peut dire, c'est que M. Lejeune est mort avant que le protoxyde d'azote dans le sang, mais que l'état graisseux du cœur est peut-être pour beaucoup dans l'accident.

Dans les expériences faites par M. Duchesne devant l'expert, M. le docteur Brouardel a remarqué que le dentiste n'aurait l'absorption de protoxyde d'azote que quand les doigts devenaient bleus et les ongles noirs, signe d'un commencement d'asphyxie.

M. le docteur Brouardel a donné le résultat de son examen sur la victime de M. Lejeune. Il conclut après expérience faite sur un chien mort par absorption excessive de protoxyde d'azote, que M. Lejeune est mort d'un excès de protoxyde d'azote.

L'expert examina également M. M. Duchesne et constata qu'elle n'était pas vicieuse ; mais il ajoute que l'anesthésie est une opération dangereuse, ce que la loi de ventose au XII appelle une grande opération, et qu'il serait utile d'exiger la présence d'un médecin.

On entend ensuite M. M. Gillet, la caissière de M. Duchesne, chargée de mettre la serviette au cou des clients et de dire le prix. Elle raconte la mort de M. Lejeune qui avait absorbé, d'après le manomètre, vingt-cinq litres de protoxyde d'azote.

M. le docteur Tabron, qui soignait habituellement M. Lejeune, insiste sur l'obésité de la victime



ce soit, d'une fonction ou mandat public, qui abuse de cette fonction, dont il ne doit servir que dans un intérêt général, pour la satisfaction d'intérêts privés.

» Attendu qu'il n'est pas douteux qu'un conseiller municipal est revêtu d'un mandat public; qu'il exerce des fonctions déterminées par la loi; que, sous forme de taxes d'octroi, un conseil municipal établit de véritables impôts obligatoires pour tous; qu'il est revêtu d'une autorité importante; que les intérêts de la commune qu'il est appelé à sauvegarder, sont des intérêts généraux dont la bonne gestion intéresse l'ordre public;

» Attendu qu'il ne peut être sérieusement contesté que la corruption tentée sur M. Michelin, président du conseil municipal, avait pour objet d'obtenir un acte de ses fonctions; etc., etc.

La cour d'assises du Loiret a condamné aux travaux forcés à perpétuité le nommé Martin, et, à vingt ans de la même peine, le nommé Nizan, tous deux originaires d'Indre.

Dans la nuit du 13 au 14 septembre dernier, ces individus avaient assailli et volé le sieur Ronière, qu'ils avaient ensuite jeté sur la voie ferrée, entre les ponts de Bourgogne et Saint-Març, à Orléans. Leur victime avait été écrasée par deux trains de la ligne de Vierzon.

E. R.

#### DEPARTEMENTS

Dordogne. — Ainsi que nous le disions hier, les travaux de forage sont retardés par une couche d'argile qui nécessite l'emploi de tubes.

On a constaté qu'une chaudière ne peut brûler à l'ordinaire des puits que l'on fore.

Les ouvriers se plaignent du manque de direction. Le préfet a décidé qu'on laisserait les ouvriers de Jonzac entièrement libres de mener les travaux comme ils l'entendraient; ce qui mettra fin aux querelles.

M. Salses, ingénieur de la traction, va faire fabriquer des tubes de dix centimètres de diamètre. Deux barres de forage sont prêtes et permettront un travail interrompu.

Le docteur Montméja, de Paris, qui est d'origine périgourdine, a envoyé un microphone qui permettra d'entendre les moindres bruits souterrains.

Pas-de-Calais. — Le ministre de l'Intérieur a pris l'arrêté suivant :

» Vu les renseignements fournis par le préfet du Pas-de-Calais, dans son rapport du 17 octobre 1885, sur l'abbé Louis Friart, dit Friart, certain, né à Saint-Georges (Alsace-Lorraine), en 1840 et n'ayant pas opté pour la nationalité française, ancien desservant de Renty, attaché à titre provisoire à la succursale de Cambrai;

Considérant que la présence de l'étranger sus-désigné sur le territoire français est de nature à compromettre la sûreté publique; Sur la proposition du préfet du Pas-de-Calais;

Arrête :

Article premier. — Il est enjoint au nommé Friart de quitter le territoire français.

Art. 2. — Le préfet du Pas-de-Calais est chargé de l'exécution du présent arrêté.

A Paris, le 25 octobre 1885.

Le ministre de l'Intérieur,  
ALLAIN-TARGÉ.

De quoi s'agit-il ? Avons-nous affaire à un espion ? Voilà ce qu'il serait intéressant de savoir.

Vaucluse. — Il vient de mourir à Avignon, et dans la misère la plus affreuse, le fils d'un ancien commandant de la garde nationale sous les Cent-Jours, M. Montagnac, à l'énergie et au sang-froid duquel Napoléon le fit son salut en 1814, lorsqu'il traversa la Provence.

Sans sa courageuse intervention, qui fit rebrousser chemin à sa chaise de poste près d'être assaillie par les portefaix du Rhône, l'Empereur aurait été assassiné, comme le fut, quelque temps après, le maréchal Brune.

Rhône. — Le doyen des tanneries de France vient de mourir à Lyon, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

M. Sébastien Kock avait, pendant de longues années, rempli les fonctions de juge au tribunal de commerce, où il s'était acquis, par l'exactitude de son caractère et par la sûreté de son jugement, l'estime et la sympathie de tous.

Mais c'est surtout dans son commerce journalier avec ses ouvriers que ce vieillard montrait toute l'élevation et la tendresse de son cœur.

Une foule nombreuse, composée princ-

palement d'ouvriers, a accompagné à sa dernière demeure ce modèle des industriels de la cité lyonnaise.

#### Les Grèves

Nous avons annoncé que trois cents ouvriers employés dans une filature s'étaient mis en grève, à Reims.

Samedi dernier, vers neuf heures du matin, les grévistes s'étaient donné rendez-vous devant la filature Rogelot. La cour et les ateliers avaient été occupés dans la nuit par la police, tandis que des brigades de gendarmerie des environs de Reims faisaient leur entrée dans la ville.

Les tisseurs voulaient d'abord pénétrer dans la cour, mais toutes les portes étaient barricadées à l'aide de barres de fer. Derrière, des gendarmes, le revolver au poing et dans la rue de nombreux agents qui essaient de disperser les groupes.

Le commissaire central, le maire, le sous-préfet, le procureur de la République, sont allés à quelques ouvriers discutant avec eux et leur font entendre de dures vérités.

D'autres tentent la fabrication et réussissent à forcer une porte latérale. Cinquante hommes environ entrent dans la cour; ils se trouvent en présence d'un grand nombre de sergents de ville et de gendarmes.

Les coups de revolver sont alors tirés : les ouvriers ripostent à coups de pierres. Trois fois les policiers reculent; mais, les pierres manquant, la cour est évacuée.

On retourne alors rue Saint-Thierry, et, tant pour essayer d'entrer dans les ateliers que pour se procurer des munitions, on commence à démolir le mur.

Un tombereau chargé de briques passe : on l'arrête; les briques sont utilisées comme projectiles contre les gendarmes et les agents qui continuent de se servir de leurs sabres et de leurs revolvers.

A ce moment apparaissent des brigades de réserve qui reçoivent l'ordre de charger.

Les chevaux sont sur la foule. Les gendarmes subissent rageusement. On les reçoit toujours à coups de pierres.

N'ayant plus rien sous la main, les ouvriers reculent; des arrestations sont opérées; beaucoup résistent avec énergie et quelques-uns parviennent à se débarrasser des argousins et à se sauver.

Un grand nombre d'agents ont été contus ou blessés.

Du côté des grévistes, on cite trois ou quatre blessés : l'un aurait reçu un coup de sabre qui lui aurait entaillé la figure, un autre un coup de pointe au front. On parle également d'une femme assez grièvement blessée.

La foule augmente de plus en plus, on entend alors l'entrée de la rue du Maréchal d'Arène, de la rue Saint-Thierry et de celle qui longe le chemin de fer.

Toute la nuit, les rues que nous venons de citer ont été gardées par la police et la gendarmerie.

En ville, l'agitation est grande, et si, comme on l'annonce, on affiche de nouveaux tarifs dans la maison Pierard, Tolet, Marteau, etc., on peut s'attendre à de graves événements.

#### GAZETTE THÉÂTRALE

La première Matinée du jeudi, pour le *Petit Poucet*, aura lieu le 12 novembre. Il y a déjà une très forte location.

Depuis huit jours, le théâtre de la Gaîté n'a pas fait moins de 8,500 francs chaque soir; le dimanche, les deux représentations atteignent presque 10,000 francs. C'est un succès colossal !

Ce soir, aux Variétés, reprise de la *Cigale* :

M. Dupuis	MM. Dupuis
Le marquis de la Houpe	Léonce
Edgard	Lassouche
Turlot	E. Didier
Michu	Numa
Ducoré	Roux
Carcassonne	E. Georges
Floche	Hambourg
La Cigale	Mmes Chaumont
Catherine	Baumaine
La Baronne	Mauré
Adèle	B. Legrand
Lotolite	M. Dubois

Lever du rideau à neuf heures moins un quart.

La création d'un jour d'abonnement par

semaine à l'Opéra-Comique, est aujourd'hui chose absolument décidée. Le jour choisi est le samedi. Cette série de représentations sera inaugurée le premier samedi de décembre 1885, pour être terminée le dernier samedi de mai 1886, soit en tout vingt-cinq représentations. Depuis qu'il a été question dans les journaux de ces représentations du samedi, de nombreuses demandes de loges et de fauteuils, signées des noms les plus répandus dans le monde de l'aristocratie et de la finance, parviennent tous les jours à l'administration du théâtre.

Parmi les personnes déjà inscrites, nous relevons les noms suivants :

S. A. I. la princesse Mathilde, duc d'Aumale, Mme Standish, duchesse de Castries, comtesse de Pourtalès, vicomtesse de Greffulhe, princesse de Broglie, comtesse Hector de Gallard, princesse Brancovan, baronne Gustave de Rothschild, marquise de Tréville, Mme Isaac Pereire, Mme Hopper, Mme Durand, comtesse d'Aravay, comtesse Amyr de La Rochefoucauld, Mme Sommier, baronne de Bouthan, baronne Hottinguer, Mlle de Gréville, princesse de Wagram, Mme Legrand, Mme Goguet, Arthur Meyer, baronne Edmond de Rothschild, Mme Roussel, Mme de Neudize, baronne de Monbrison, Mme de Miers, comte Hallez-Claparède, baron Adolphe de Rothschild, Mme Helme-Furlo, baronne de Polilly, Mme Benardack, princesse de Mafeld, vicomtesse Benedetti, Mme Lavassière, baronne de Gaze, marquise de Louvencourt, etc.

Le succès de ces représentations du samedi est donc pleinement assuré.

MM. Blondeau, Monréal et Grislard ont lu hier, aux pensionnaires de M. Blaudin, les six premiers tableaux de leur Revue, qui s'appellera, comme vous savez, *Pêle-mêle* Gazette.

On répète à partir d'aujourd'hui.

Un duel, s. v. p., ne passera que mercredi prochain, à la Renaissance, mais, cette fois, la date est irrévocable.

Autre date irrévocable : la reprise de *Notre-Dame de Paris*, aux Nations, est fixée au jeudi 19 courant.

Chapelle, du Sport, signale la présence à Paris de Mme Ristori, l'illustre tragédienne dont nos voisins ont le droit d'être aussi fiers que la France fut fière de Rachel.

Adèle Capranica, marchesa del Grillo, nata Ristori (c'est ainsi que sont intitulées ses cartes de visite) réside à Paris dans la belle maison dont elle est propriétaire, boulevard Malesherbes. Elle s'y trouve actuellement avec son mari, le marquis del Grillo, qui appartient à l'une des plus anciennes familles de la grande noblesse romaine, et sa délicieuse fille, Mlle Bianca del Grillo, si admirée dans les salons de Rome.

A la Salle des Conférences du boulevard des Capucines, ce soir vendredi :

M. Clovis Hugues, député : *Germinal*, d'Emile Zola, et la Question sociale.

G. DORVILLE.

#### SPORT

COURSES A AUTEUIL

Jeudi 5 novembre

Le terrain, par suite de la pluie abondante tombée dans les dernières vingt-quatre heures, était fort lourd. Aussi n'est-ce pas sans une visible fatigue que plusieurs des chevaux engagés ont pu hier achever les parcours.

Verdier et Roussel, au baron Finot, n'en ont eu que plus de mérite à gagner comme ils l'ont fait le *Prix de la Bièvre* et le *Prix de Pau*. Même observation pour Alméida, gagnant du *Prix de Marly*.

De nombreuses chutes ont eu lieu dans le premier steeple chase, mais aucune n'a présenté de gravité.

#### RÉSULTATS

*Prix de Saint-Germain*. — Steeple-chase. — 2,500 francs. — Distance, 3,000 mètres.

1. Microscope, 5/1, à M. Vallender.  
2. Voisins, 3/1, à M. A. Khan.  
3. Bacon, 8/1, au comte de Clermont-Tonnerre.  
Non placés : Enfantine, Jobourg, Mon-

tredon, Barbizon, Météore II et Saint-Ouen (tombs).

Gagné d'une longueur; mauvais troisième.

*Prix de la Bièvre*. — Course de haies. — 2,500 francs. — Distance, 2,700 mètres.  
1. Verdier, 4/6, au baron Finot.  
2. Wallon, 8/1, à M. P. Vincent.  
3. Anatole, 5/1, à M. A. du Bos.  
Non placés : Arabella, Stagden, Venise.  
Gagné au petit galop de plusieurs longueurs; mauvais troisième.

*Prix de Pau*. — Steeple-chase. — 3,000 francs. — Distance, 3,200 mètres.  
1. Roussel, 2/5, au baron Finot.  
2. Fragonard, 5/1, à M. P. Vincent.  
3. Guillaume-Tell, 4/1, à M. A. Khan.  
Gagné de plusieurs longueurs au petit galop; mauvais troisième.

*Prix de Marly*. — Course de haies. — 4,000 francs. — Distance, 2,600 mètres.  
1. Alméida, 5/2, à M. W. Wilde.  
2. Rigoleto, 8/1, à M. A. du Bos.  
3. Palmade, 10/1, au même.

Non placés : Guis, Jalapa, Jeune Pommer, Albiqueque, Printemps, Oridlamme, Prédile, Menlor et Bartholo.  
Gagné de vingt longueurs; mauvais troisième.

#### AVIS ET COMMUNICATIONS

Déjeuner hygiénique. Rachat de Delangrenier

Mettez la Microbiologie à la portée des gens du monde, tel a été le but de Dr Tronesart; après avoir lu son livre on connaît ces végétaux, les uns si terribles, les autres si utiles. (Voir aux annonces).

Très actuel et très varié, le numéro de l'*Univers illustré* du 7 novembre contient les portraits des nouveaux députés de la Seine, une charmante page sur le *Petit Poucet*, la nouvelle féerie de la Gaîté, des séries de dessins sur le conflit anglo-irlandais et sur les événements d'Orient, une amusante Revue Comique de Draner, etc.

Envoi franco d'un numéro spécimen contre demande affranchie.

#### Questions financières

ET COMMERCIALES

L'ÉTAT ET LES CHEMINS DE FER. — Un acte ministériel du 5 janvier 1885 a placé sous le séquestre administratif le chemin de fer d'Alsai au Rhône, dont la situation est trop connue de nos lecteurs pour qu'il soit nécessaire de la retracer ici.

Depuis le commencement de la présente année, l'exploitation de cette ligne de chemin de fer se trouve, en conséquence, dirigée par un agent supérieur de l'Etat.

Quels ont été les résultats de la gestion de l'Alsai au Rhône par ce représentant de l'Etat ? Ont-ils été meilleurs ou plus mauvais que ceux obtenus antérieurement par la Compagnie ?

Un tableau statistique, émanant du ministère des travaux publics, vient d'être publié, qui va permettre d'éclaircir cette question intéressante.

Pendant le premier trimestre de 1884, le chemin de fer d'Alsai au Rhône — exploitation faite par la Compagnie — avait produit une recette brute de 180,821 francs, soit pour 59 kilomètres un produit kilométrique de 3,065 francs.

Pendant le premier semestre de l'année 1885 — exploitation faite par l'Etat séquestre — la recette brute est tombée à 37,141 francs et la recette kilométrique à 630 francs.

Les partisans du rachat des chemins de fer par l'Etat se garderont bien d'invoquer de semblables résultats.

LAROUSSE (PIERRE). — *Grand Dictionnaire universel du XIX<sup>e</sup> Siècle*. 16 vol. in-4. Prix : 600 fr. payables 20 fr. par mois. — Librairie A. PILON. A. Le Vasseur, successeur, 33, rue de Fleury, Paris.

CHANTIER DU PRINCE-EUGÈNE 8, boulevard Contrescarpe (Bastille). BOIS mis en cave, les 1,000 kilos, 53 fr. Charbon de terre criblé, mis en cave, 54 fr.

#### ENVOI DISCRET

La Pâte Epilatoire Dussier est envoyée franco, à tous les adresses désirables, au reçu d'un mandat de 20 fr., adressé à l'inventeur Dussier, 4, rue J.-J. Rousseau, Paris. Pour une légère moustache, la boîte de 10 fr. suffit.

GRANDS MAGASINS DU

# Printemps

Lundi 9 Novembre  
et Jours suivants

EXPOSITION GÉNÉRALE DES

## COSTUMES

MANTEAUX & CONFECTIONS

Pour Dames & Enfants

Grande Mise en Vente Annuelle des

### Soieries & des Velours

A TOUS LES COMPTOIRS

Occasions exceptionnelles

**Dictionnaire de médecine et de thérapeutique médicale et chirurgicales**, par les docteurs BOUCHET et DESPERRIS, des hôpitaux de Paris, fort volume in-4 de 1650 pages et 918 figures dans le texte, utile à tous ceux qui s'approchent du chevet des malades. Pour recevoir franco, envoyer mandat poste à F. Alcan, éditeur, 108, boulevard Saint-Germain, Paris. (Prix broché, 25 fr.; cart. toile, 27 fr. 50; relié, 29 fr.)

MAISON ARISTIDE BOUCICAUT

# AU BON MARCHÉ

Lundi 9 Novembre  
et jours suivants

EXPOSITION SPÉCIALE  
et Mise en Vente des

## TOILETTES D'HIVER

## MANTEAUX

Robes toutes Faites

Modes, Fourrures, Jupes, Peignoirs, Vêtements pour Fillettes et Garçons, etc.

AFFAIRES EXCEPTIONNELLES

en Soieries, Velours, Peluches, Étoffes nouvelles, Lainages pour Robes, Draperie et Bonnetterie, Parapluies, etc., etc.

GRANDS MAGASINS DU

# LOUVRE

PARIS

L'EXPOSITION SPÉCIALE DE

## ROBES

## MANTEAUX

VÊTEMENTS D'ENFANTS

Costumes — Peignoirs — Jupes et Jupons — Modes et Chapeaux.

### ÉTOFFES DE SOIE

est fixée au

Lundi 9 Novembre

La réputation universelle dont jouissent, à juste titre, nos rayons d'OBJETS CONFECTIONNÉS pour la toilette des Dames et des Enfants, l'importance exceptionnelle des opérations de SOIERIES que nous venons de traiter, donneront à cette Exposition un grand intérêt.

Nous engageons vivement nos clientes à consulter les journaux de samedi soir et de dimanche matin, qui publieront les prix de ces superbes occasions.

#### Menu du Jour

Potage Parmentier  
Soles à la portugaise  
Pommes nature à l'anglaise  
Quartier de chevreuil poivré  
Jambon aux pointes  
Chapons de Houdan  
Salade  
Haricots verts panachés  
Kouglof au malaga  
Fromage panaché

CHAMPAGNE : GEORGE GOULET

#### MAISONS RECOMMANDÉES

**Jarro**  
Arquebuser, 81, rue Lafayette.

**Am Paradis des Enfants**  
166, rue de Rivoli

**Pharmacie Normale**, 19, rue Drouot.

**Raymond**, chemisier  
Spéc. flanelle du pin Silvestre, 22, rue de la Paix.

**A la Religieuse**  
Deuil. — 2, rue Tronchet.

**Belvaux**, Porcelaines, 18, rue Royale

**Thonet frères**  
Meubles bois courbé, 15, boulevard Poissonnière.

**E. Bourgeois**  
Grand dépôt porcelaines, 24, rue Drouot.

#### Feuilleton de la Patrie DU 6 NOVEMBRE

#### CRITIQUE LITTÉRAIRE

*La Revanche de l'Enfant*, par Edouard Delpit, 1 vol., Calmann Lévy.

*Péché mortel*, par André Theuriot, 1 vol., Alphonse Lemerre.

*Les Vivants et les Morts*, poésie, par Philippe Gilie.

Il ne faut pas confondre, quoique la chose soit facile, Edouard Delpit avec Albert Delpit.

La ressemblance du nom n'entraîne pas, du reste, la ressemblance de talent.

Tandis que l'auteur de *la Revanche de l'Enfant*, de la *Marquise*, sonde avec une âpre curiosité les mystères du vice, tandis qu'il s'arrête de préférence devant les étrangetés de la névrose, son frère s'en va d'instinct vers les aurores et les profondeurs de l'amour, vers ce qui le rapproche bien plus du sentiment que de la sensation.

Albert Delpit, le fougueux, l'aventureux romancier, a les hardiesses de ceux qui mettent l'art au-dessus de la morale, Edouard Delpit aussi artiste dans son genre que son frère, veut que l'art, on le devine, soit l'auxiliaire de la morale.

Un dispensé l'étonnement; l'autre, l'émotion, et tous deux, sans se nuire, suivent, avec toute l'indépendance de l'esprit, la même carrière.

Avec le nouveau livre d'Edouard Delpit, elle s'affirme une fois de plus, la réaction nécessaire qui ramène en ce moment les écrivains à la source des productions supérieures : l'art de bien penser et de bien dire.

Aux exubérances du génie naturaliste confinant au monstrueux et se brisant sur l'écueil du vulgaire, la mesure, la profondeur, le bon goût des psychologues raffinés oppose l'originalité châtifiée de l'analyse, l'élégance soutenue d'un style choisi.

Et la vie n'en a-t-elle pas moins des pages connues et d'autres de la sorte, et le détail du moment se dessine, et le caractère se dessine, les situations se

consent et se dramatisent comme dans la *Revanche de l'Enfant*, qui est non moins celle de la morale et du sentiment.

Avec son allure mondaine, son tour d'esprit essentiellement parisien, l'auteur a touché aux plus complexes questions de l'adultère, de ses suites et de ses conséquences.

Le passé engage l'avenir du marquis de Lémé, l'élegant coureur de salons qui sème, en se jouant, le désespoir et la mort sur sa route; un jour vient où le séducteur se trouve pris dans l'engrenage de sa faute passée, et de ce point de départ Delpit a tiré, sous une forme tantôt alerte, tantôt passionnée, le motif à un ingénieux parallèle entre les souffrances et les brisements des liaisons coupables et ce que peut donner, fil à fil, traversé de rudes épreuves, de soupçons jaloux, le mariage, alors que le mari sait en faire une protection pour la femme, et la femme la source de toutes les droitures, de toutes les confiances, de toutes les tendresses.

Le livre de Delpit va droit au cœur. Le cœur, du reste, parle haut dans *la Revanche de l'Enfant*. Le mal qu'a fait fait l'amour, l'amour le répare; effaçant les torts anciens, apaisant les haines profondes, il porte sur son aile la conciliation par excellence, l'enfant.

Comme un oiseau jeté hors du nid par un vent de tempête, la pire des tempêtes : celle des passions, l'enfant, irresponsable de la faute à laquelle il doit sa naissance, sert de lien entre ceux que le chagrin, le doute et les malentendus jaloux séparent.

Cette petite figure souriante de fillette, à peine entrevue, presque perdue au milieu de la galerie de portraits humoristiques ou chaudement brossés par Delpit, groupe autour d'elle, dans le conflit de passions qu'elle soulève, des types saisis sur le vif de la société parisienne.

Un des meilleurs personnages, c'est celui du marquis de Lauzerte dont les corrupsions mondaines sont faites d'imprévoyance et de légèreté et non de fatuité malaisée.

Mari, il acquiert toutes les qualités qui lui ont manqué comme amant. Lui qui troupaillait si allègrement ses maîtresses, qui brisait insoucamment le cœur des coupables dignes, dans leur faute, d'être aimées, il a pour l'épouse des fidélités sans défaillance, des délicatesses inouïes, des bontés touchantes.

Et au milieu de troubles de son cœur dominé par une volonté éteinte de l'esprit

de justice, M. de Lauzerte reste humain et, par cela même, vrai, vivant et attachant.

Peut-être les très méticuleux en matière d'invention trouveront-ils que la belle marquise de Lauzerte est de très près parente de la Claire du *Maître de forges*, et que, de plus, un certain M. de Pontreux est de la race du duc de Terres, le corrupteur à froid, l'amoureux sorniois et calculateur de l'*Aventure de Mlle de Saint-Alais*, de Rabusson.

Mais ce qui appartient en propre à Delpit, ce qui en dehors du charme que distille, en général, son livre, l'éclaire, l'anime, l'égaye, c'est la délicieuse création de Mme de Gayral, une de ces séduisantes honnêtes femmes comme Paris seul, lorsqu'il ne les corrompt pas, sait les façonner.

Nous regrettons de ne pouvoir reproduire, faute de place, le portrait de cette mondaine pleine de cœur, de bon sens et d'esprit que Delpit a traitée en saisissant l'insaisissable de l'élegance et de la grâce avec la touche d'un La Bruyère du dix-neuvième siècle.

Mme de Gayral n'est point seulement un type, c'est un caractère offrant synthétiquement toutes les nuances de la délicatesse et de l'honnêteté féminine. De cette bouche souriante de Parisienne uniquement, en apparence, occupée à plaire, s'échappe, à l'occasion, l'enseignement de la vertu austère.

Lorsque Mme de Lauzerte, dans l'exagération de son dévouement à une amie morte, en arrive jusqu'à laisser suspecter par son mari et par le monde la pureté de son passé et par le monde la pureté de son passé et par le monde la pureté de son passé.

De la première ligne à la dernière, le reste, le nouveau livre d'Edouard Delpit est un mélange heureux de passion saine et de raison. L'humour y fait bon ménage avec toutes les sensibilités, et le pessimisme d'un désenchanté, l'amertume d'un moraliste acerbé ne viennent point gâter la fraîcheur de coloris et la note en gaillardie de cette étude de sentiment que l'étude de mœurs contemporaines complète et agrémente à propos.

\*\*\*

Une œuvre qu'on sent consciencieuse-

ment faite mérite mieux que des éloges : elle nécessite une critique sincère et raisonnée.

Nous qui sommes les admirateurs habituels du talent si distingué et si personnel de Theuriot, nous voilà donc, en parlant du principe que nous venons d'énoncer, dans l'obligation de mettre une sourdine à notre admiration.

Faut-il l'avouer ? *Péché mortel* est, à notre avis, inférieur, malgré la correction du style et le soin évident avec lequel le roman a été composé, aux précédentes productions de l'auteur de *Raymonde*, de *Sauvageonne*, de la *Maison des deux Barbeaux*.

L'originalité ordinaire de Theuriot a été noyée dans le bourgeoisisme de ses personnages et de son sujet, car, en somme, ce ne sont que des bourgeois bourgeois à qui d'épaves l'écrivain devenu volontairement photographe.

Incontestablement, il y a un tour de force descriptif, une science profonde du métier d'analyste dans cette fixation sans atténuation, sans grandissement, sans idéalisation, de la vie vulgaire et provinciale apparaissant sous ses côtés les plus ternes, les plus banals, les plus froids et terre, dans l'odyss



